

Bonjour,

J'espère que vous allez bien.

Robert Choquette (1905 – 1991), dramaturge et romancier québécois d'origine américaine a écrit :

« La menace est souvent plus redoutable que l'action... ».

Le mois de janvier vient de nous faire entrer dans un nouveau monde en un claquement de doigts, aussi bien sur le plan économique que politique.

La première quinzaine du mois, à lire et écouter les médias, on avait l'impression que le « messie » était arrivé sur Terre, tel « l'élu » façon « Matrix » qui allait régler tous les problèmes et tous les conflits de la planète, et puis...

Il y a la deuxième quinzaine du mois où le rêve prend fin et le réveil est douloureux.

Et finalement, il ressemble plus à « Ernst Stravo Blofeld » qui veut diriger et soumettre l'ensemble de la planète.

Après avoir menacé le Canada, le Danemark, le Panama, le Mexique, la Chine, de manière plus douce (pour le moment) l'Europe et nombres d'organisations internationales, il passe à l'action.

Beaucoup ont glosé sur ces menaces, mais dans l'heure qui a suivi son intronisation en tant que 47^{ème} président des États-Unis, dans un show à l'américaine façon « Superbowl », les ordonnances et décrets ont été signés par paquets de 10.

Il a dynamité les fameux cent premiers jours de la mandature en signant en seulement dix jours plus de 350 actions, dont près de 40 décrets et des actions plus cocasses comme renommer le Golfe du Mexique, le Golfe d'Amérique...

Sortie de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), sortie de l'accord de Paris, droits de douane supplémentaires pour le Mexique et le Canada, ...

Le dernier pays à faire « les frais » de ces menaces a été la Colombie avec l'affaire des migrants qui a été réglé en moins de 12h...

Ce qui surprend, c'est la brutalité des menaces et des actes. Contrairement à ce dont on a l'habitude en Europe, on a un homme politique qui fait ce qu'il a dit durant sa campagne.

Le monde est maintenant prévenu, « Make America Great Again » n'était pas juste un slogan...

France : Coup de gueule, en avant pour les 30 piteuses ?

8^{ème} mois d'inaction gouvernementale, presque un an que nous sommes à l'arrêt et février ne devrait pas être trop différent, vu ce que l'on entend et lit à droite à gauche.

Oublié le déficit public à 6% du PIB, oublié la remontée de l'OAT 10 ans français, oublié le déficit du budget de l'état à 172 milliards € en novembre pour 2024, oublié la chute des permis de construire en 2024, oublié la hausse de 16% des défaillances d'entreprises sur 1 an, oublié la hausse de 3,9% au T4 des demandeurs d'emploi de Catégorie A, etc...

Les dernières sorties de M. Bernard Arnault (LVMH) et M. Florent Menegaux (Michelin) montrent une certaine lassitude et rejoignent les propos du PDG d'EDF qui avait déclaré en décembre à un colloque sur l'énergie : « c'est l'enfer d'investir en France », ou encore ceux du PDG de TotalEnergies « Il est urgent d'avoir de la visibilité (...) la France doit simplifier ses procédures de développement des parcs solaires et éoliens, (...) si la France n'est pas plus efficace, TotalEnergies ira dans les pays les plus accueillants comme l'Allemagne ».

Si nos fleurons commencent à hésiter à investir en France, les investisseurs étrangers ont fui ou stoppé les projets devant une trop grande instabilité politique et fiscale.

Alors que nous avons une croissance de 1,1% en 2024, c'est grâce à l'Allemagne en déficit de 0,2% que nous évitons la crise financière.

L'Allemagne qui est au plus bas d'un point de vue économique et qui traverse une crise politique mais qui contient son déficit et son endettement et qui suscite plus de confiance sur l'avenir.

Alors que nous décrochons à grand coup de déficit, nous essayons de faire voter un budget avec un déficit de 5,4% en 2025 contre 6% estimé en 2024.

Pire, « l'intérêt collectif » est gangréné par l'attrait du futur bulletin de vote.

L'avenir du gouvernement et du pays semble tenir à un seul mot : « submersion » ...

Ces attermoissements en disent long sur la qualité de nos hommes politiques et leur capacité à projeter le pays à plus long terme que leur prochaine élection.

La CMP (Commission Mixte Paritaire) a, à ce jour, « réussie » à se mettre d'accord sur un budget qui sera présenté à l'Assemblée Nationale, probablement un 49.3 à venir.

Espérons que l'on pourra enfin avancer ou, tout du moins, savoir à quels impôts supplémentaires nous allons être confronté ainsi qu'à partir de quelle date. Effet rétroactif à minima au 01/01/2025.

Europe vs États-Unis :

Il est maintenant acté que l'écart se creuse entre les États-Unis et l'Europe, aussi bien politiquement qu'économiquement, les chiffres sont sans appel.

La croissance du PIB outre atlantique est estimée à 2,8% contre 0,7% pour la zone euro selon les derniers chiffres du journal Le Monde du 31 janvier.

Le dernier trimestre 2024 est venu confirmer que les 3 premières économies européennes sont clairement à l'arrêt. Au T4, le PIB Allemand a reculé de 0,2% au T4, celui de la France de 0,1% et l'Italie, une croissance nulle comme la zone euro.

Dans ce contexte compliqué, l'Espagne et le Portugal font figure d'OVNIS avec une croissance de 3,2% en 2024 pour la première et +1,9% pour le second.

A l'heure où l'ingérence américaine se fait dans les futures élections en Allemagne, plus que jamais, l'Europe a besoin d'un leadership fort de la part de ses deux plus grandes économies.

Si le discours commun de M. Macron et M. Scholz sonnait la bonne entente et l'envie d'avancer, quelle crédibilité peut-on apporter à cette conférence de presse.

L'un des deux a perdu la majeure partie de sa crédibilité avec une France sans projet et l'autre a quasiment, d'ores et déjà, perdu les élections au profit d'une coalition nationaliste.

Ni l'un ni l'autre ne pèsent sur la politique mondiale.

A l'heure où les États-Unis tout-puissants font revenir leurs entreprises, ferment leur marché économique à grand coup de droits de douanes supplémentaires, à ce jour, seule la Commission Européenne semble en capacité d'intervenir.

Bien que timide, cela semble commencer à bouger puisque Bruxelles a attribué des contrats destinés à accélérer son projet de lancement d'une constellation satellite sécurisée.

Le précédent sur le réseau X vient de faire comprendre à l'Europe que dépendre totalement de la tech américaine pouvait poser un problème.

Malheureusement, ça arrive 10 ans après le lancement du projet Starlink déjà bien en place.

Il y a quelques jours, M. Trump annonce le lancement du projet « Stargate » sur l'IA, avec un budget de 500 milliards \$ sur 4 ans visant à assurer le leadership sur cette révolution technologique.

Déjà en retard sur l'IA, espérons que l'Europe ne mettra pas 10 ans à lancer un projet.

Pour rappel, l'Europe est la 1^{ère} zone de création de richesse au monde devant les États-Unis et la Chine, il est temps d'en prendre conscience.

L'ancien ministre des affaires étrangères belge a déclaré il y a plus de trente ans :

« L'Europe est un géant économique, un nain politique et un ver de terre militaire »

30 ans après, rien n'a changé. C'est le moment...

La BCE vs la FED :

Autre paramètre qui montre que la donne a complètement changé, les banques centrales européennes et américaines (BCE et FED), autrefois plus ou moins en phase sur le cycle économique, ont aujourd'hui des stratégies diamétralement opposées.

Sans Surprise, et malgré une très forte pression de la Maison Blanche, la réunion de la FED mercredi a confirmé un statu quo sur les taux en se basant sur la très bonne santé économique de l'économie américaine.

Pour justifier le choix de la FED, M. Powell juge le marché du travail « solide », le chômage « bas » et l'inflation « quelque peu élevée » (3,2%).

Avant d'annoncer, comme une fin de non-recevoir, que « la FED attendra et étudiera les effets de la politique de M. Trump avant d'agir ».

Outre atlantique, les chiffres de l'emploi sont très bons avec la création de 233 000 en décembre contre 135 000 attendues et le chômage en baisse de 0,1%.

Les derniers chiffres économiques des « 7 magnifiques » viennent corroborer la bonne santé de l'économie américaine.

A l'inverse, la BCE a, pour la 4^{ème} fois consécutive, baissé ses taux de 0,25% pour amener son taux directeur à 2,75% en espérant relancer une économie moribonde.

Depuis juin 2024, les taux sont passés de 4% à 2,75% et la BCE a annoncé que de nouvelles baisses sont possibles si l'inflation continue de ralentir.

Certains gouverneurs s'attendent à niveau proche de 2% d'ici l'été après trois nouvelles baisses de taux.

Mais la vraie question est : est-ce que ce sont les taux qui sont trop hauts ou est-ce le manque de confiance et de visibilité aussi bien en France qu'en Allemagne qui échaudent les investisseurs ???

Les dernières prévisions du FMI montrent une tendance inverse entre les deux puissances.

Si le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance à + 2,7% pour les États-Unis, elles les revoient à la baisse pour la zone euro à 1% et à 0,8% pour la France...

Rendez-vous le 6 mars pour la prochaine réunion de la BCE...

Mon analyse :

L'intronisation du nouveau « maître du monde » était attendu avec impatience par de nombreux observateurs et une chose est sûre, on n'a pas été déçu, il y a eu du changement.
Pas toujours dans le bon sens diront certains, mais au moins ça bouge.

Dans la Métaphysique des Tubes, Amélie Nothomb disait « *Le seul mauvais choix est l'absence de choix* ».

Pour le coup, il y a eu des choix forts comme quitter l'OMS ou l'accord de Paris ou encore l'expulsion immédiate par avion de migrants vers l'Amérique du Sud et la fermeture des frontières avec le Mexique.

La situation actuelle est simple, les États-Unis, fort de leur puissance, tracent leur voie sans se soucier des autres et la Chine inonde les marchés de produits à bas coût afin d'épuiser une partie de ses stocks liés à sa surcapacité de production.

C'est une bonne nouvelle pour nous, européens, qui n'avons d'autres choix que de nous remettre en question et de prendre enfin notre indépendance face aux géants américains et chinois.

En revanche, bien que ce soit le but, je ne suis pas sûr que la baisse des taux de la BCE ait un vrai impact sur l'économie tant la dégradation de la conjoncture est aussi due à l'absence de stabilité politique entraînant un manque de visibilité ne permettant pas aux chefs d'entreprises de se projeter et donc d'investir. A voir...

Dans ce contexte politique et économique, nos positions internationales et en Amérique du Nord nous permettent de réaliser un bon début d'année 2025 après une bonne année 2024.

Je conserve ma confiance dans ces positions et dans leur capacité à générer de la plus-value en fonction des équilibres mondiaux actuels.

Au vu des informations à ma disposition, nos allocations d'actifs devraient être encore bien orientées en 2025 donc aucune raison de les changer.

Néanmoins je prévois quelques arbitrages, notamment pour les réajuster et éviter trop de disparités sur les lignes d'investissement.

Comme le mois dernier, je ne prévois pas de revenir sur le marché européen avant quelques mois et continue à me libérer des positions immobilières qui, en plus de baisser, risquent d'être impactées par les nouvelles réglementations françaises.

Je reste vigilant sur d'éventuels retournement et me réserve la possibilité d'effectuer des arbitrages ciblés si des opportunités se présentent.

Je continue de privilégier l'investissement progressif par l'achat régulier de positions en fonction des opportunités, soit par le biais de versements programmés soit par le biais de versements libres que je positionne partiellement sur le fonds euros et que j'investis au fur et à mesure.

Si vous êtes en désaccord avec cette approche, n'hésitez pas à m'en informer pour que nous puissions ajuster en fonction de votre demande.

Il est à noter que malgré les baisses, la majorité des track record des allocations d'actifs restent très positifs sur 3 ans et 5 ans, ce qui correspond à nos horizons de placements.

Mon analyse est forcément subjective et ne reflète que mon point de vue, à ce jour, en fonction des éléments à ma disposition au 31 janvier 2025.

J'espère que cette note vous permettra d'affiner votre réflexion, je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

En parallèle, si vous étiez en désaccord avec la stratégie mise en place, n'hésitez pas à m'en informer afin de la réajuster et de la personnaliser en fonction de votre demande.

Prenez soin de vous

Germain Soriano
06 64 73 64 75